

BULLETIN DES POSTES VACANTS AU QUÉBEC



QUATRIÈME
TRIMESTRE
2024

PREMIÈRE HAUSSE DU NOMBRE DE POSTES VACANTS
EN PLUS DE DEUX ANS

Faits saillants du quatrième trimestre de 2024 (octobre à décembre)

Le Bulletin des postes vacants est divisé en deux parties, la première présentant les données désaisonnalisées, et la seconde, les données détaillées non désaisonnalisées.

Principaux résultats de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) (désaisonnalisés)

- Au quatrième trimestre de 2024, après des baisses continues au cours des neuf derniers trimestres, le Québec a connu une première hausse trimestrielle du nombre de postes vacants, passant de 124 190 à 130 525, en hausse de 6 335 (+5,1 %) par rapport au trimestre précédent.
- Le nombre de postes vacants a également augmenté dans quatre autres provinces depuis le dernier trimestre, l'Île-du-Prince-Édouard étant celle qui a connu la plus forte hausse relative (+12,9 % ou +320).
- La demande de main-d'œuvre, qui correspond à la somme des postes occupés par des employés (3 894 040) et des postes vacants (130 525), s'élevait à plus de quatre millions au Québec au quatrième trimestre de 2024, en légère hausse (+24 980) par rapport au trimestre précédent.
- Entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024, le nombre de postes vacants était en baisse dans 15 des 16 régions administratives du Québec, celle de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ayant connu une hausse (+275).
- Les baisses les plus importantes en pourcentage ont été observées dans les régions suivantes : Outaouais (-32,7 %), Chaudière-Appalaches (-26,7 %), Capitale-Nationale (-26,7 %) et Laval (-24,6 %).
- L'Estrie conservait le taux de postes vacants le plus élevé au Québec au quatrième trimestre de 2024 (5,5 %). L'Estrie et la Côte-Nord et Nord-du-Québec font partie des quatre régions économiques du Canada (sur 69) où le taux de postes vacants est le plus élevé au quatrième trimestre de 2024.

Résultats détaillés de l'EPVS (non désaisonnalisés)

- Le nombre de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours ou plus) avait atteint un sommet de 113 130 au troisième trimestre de 2022 au Québec. Il avait diminué à 76 755 un an plus tard et a diminué à nouveau, à 44 120, au quatrième trimestre de 2024.
- À 46 215, le nombre de postes vacants de courte durée (moins de 30 jours) dépasse celui de longue durée au quatrième trimestre de 2024 pour un troisième trimestre consécutif alors que deux ans auparavant, il n'en représentait que la moitié.
- La croissance du salaire offert était plus élevée pour les professions requérant un baccalauréat que pour les postes demandant moins de scolarité au cours de la dernière année.
- Le nombre de postes vacants a reculé dans tous les secteurs d'activité entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024, à l'exception de ceux des services publics et de l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz, qui sont demeurés inchangés, ainsi que celui des services d'enseignement (+95; +2,1 %).
- Près de la moitié (47,3 %) des postes vacants dans le secteur des soins de santé et d'assistance sociale étaient affichés depuis 90 jours ou plus au quatrième trimestre de 2024.
- Le nombre de postes vacants a plus que doublé depuis le quatrième trimestre de 2019 pour le personnel professionnel des soins de santé (+7 530; +178,0 %), le personnel des services de protection publique de première ligne et personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement (+3 670; +135,4 %) et le personnel technique des soins de santé (+3 370; +142,8 %).

À propos de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)

L'EPVS de Statistique Canada, créée en 2015, permet de suivre l'évolution des postes vacants au Québec et au Canada. Un niveau élevé de postes vacants, des variations importantes à la hausse et, surtout, leur durée témoignent généralement d'un marché du travail où la main-d'œuvre disponible est plus rare et où les difficultés de recrutement tendent à augmenter.

Les postes vacants reflètent aussi le roulement normal de la main-d'œuvre, qui est plus élevé pour certains types d'emplois qui nécessitent souvent peu de qualifications. Les données concernant les postes vacants sont donc, avant tout, indicatrices du type de postes disponibles à court terme, mais pas nécessairement des tendances à moyen ou à long terme sur le marché du travail. De ce fait, les caractéristiques des postes vacants, telles que la scolarité ou la profession, ne sont pas l'outil le plus approprié pour déterminer les choix de carrière ou l'orientation professionnelle. Les personnes à la recherche d'information utile à ce propos sont invitées à consulter l'hyperlien « https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/rapport/Diagnostic_516_Professions_VF.pdf ».

Traitement partiel des effets saisonniers dans l'EPVS

La demande de main-d'œuvre fluctue avec le niveau de l'activité économique au gré des saisons. Elle gagne généralement en vigueur au printemps et à l'été, et tend à diminuer à l'automne et à l'hiver. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre peuvent, pour cette raison, mener à des diagnostics erronés – si, par exemple, l'activité augmente comme elle le fait en haute saison chaque année alors que sa tendance est à la baisse, ou qu'elle diminue pendant la saison creuse alors que sa tendance est à la hausse. La désaisonnalisation est une technique statistique qui permet de neutraliser l'effet habituel des saisons pour ne conserver que les mouvements de fond.

Seules les statistiques principales de l'EPVS sont disponibles sous forme désaisonnalisée. Ces statistiques principales se limitent au nombre d'emplois salariés, au nombre de postes vacants et au taux de postes vacants pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que les régions. Ces statistiques permettent également de calculer le rapport entre le nombre de personnes en chômage et le nombre de postes vacants sous forme désaisonnalisée, pour le Canada et les provinces seulement (le taux de chômage n'étant pas disponible sous forme désaisonnalisée dans le cas des régions).

La majeure partie des données de l'EPVS est uniquement disponible sous forme non désaisonnalisée pour ce qui concerne les provinces, les territoires et les régions. Il s'agit notamment des données par industrie et par profession, et des caractéristiques des postes vacants telles que leur durée ou l'expérience et la scolarité exigées.

L'analyse des statistiques principales désaisonnalisées de l'EPVS, qui peuvent être comparées d'un trimestre à l'autre sans craindre que l'effet des saisons ne conduise à un diagnostic erroné, est présentée dans la première partie du *Bulletin*. Les données détaillées non désaisonnalisées, qui ne demeurent comparables que d'une année à l'autre, sont analysées dans la deuxième partie.

Révision des estimations de l'EPVS

Les estimations des trimestres récents sont révisées sur une base régulière par Statistique Canada.

Principaux résultats de l'EPVS (données désaisonnalisées)

Première hausse du nombre de postes vacants en plus de deux ans

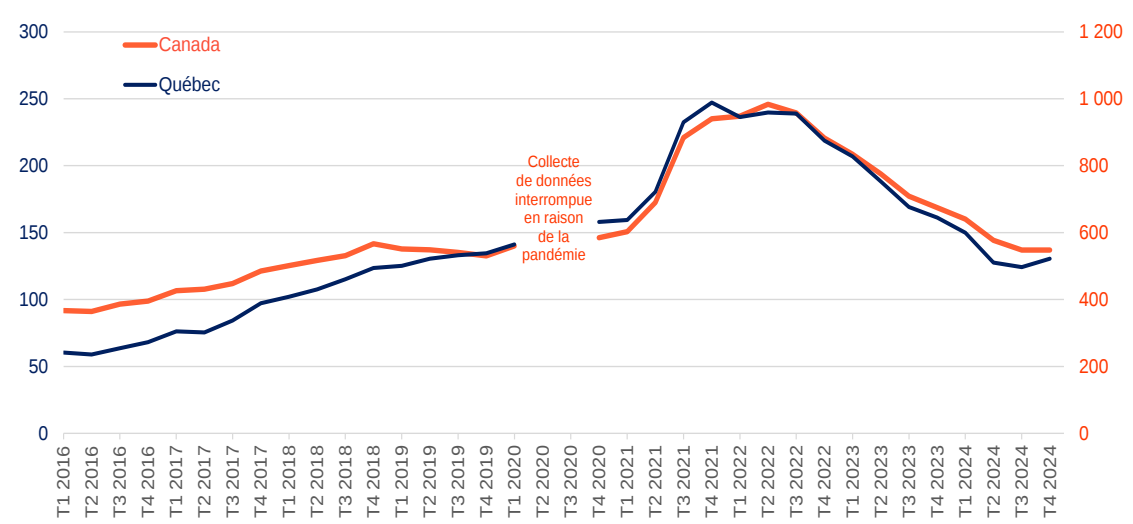
Au quatrième trimestre de 2024, après des baisses continues au cours des neuf derniers trimestres, le Québec a connu une première hausse trimestrielle du nombre de postes vacants. Celui-ci a en effet augmenté légèrement, passant de 124 190 à 130 525, en hausse de 6 335 (+5,1 %) par rapport au trimestre précédent, mais en baisse toutefois de 30 705 (-19,0 %) depuis une année et de 116 610 (-47,2 %) depuis le sommet de 247 135 au quatrième trimestre de 2021.

Le nombre de postes vacants a également augmenté dans quatre autres provinces depuis le dernier trimestre, l'Île-du-Prince-Édouard étant celle qui a connu la plus forte hausse relative (+12,9 % ou +320). Depuis un an, toutes les provinces sauf une, l'Île-du-Prince-Édouard, ont cependant vu leur nombre de postes vacants diminuer.

Après avoir affiché la plus forte croissance du nombre de postes vacants parmi les provinces durant la période prépandémique, le Québec (-3 980) fait partie des trois seules provinces, avec l'Ontario (-10 155) et la Colombie-Britannique (-3 425) ayant connu des baisses de ce nombre postpandémique.

Le nombre de postes vacants au Canada était également en baisse de 44,3 % (-435 835) depuis le sommet de 983 620 qui avait été atteint au deuxième trimestre de 2022.

Graphique 1 – Évolution du nombre de postes vacants au Québec et au Canada, du 1^{er} trimestre 2016 au 4^e trimestre 2024 (données désaisonnalisées, en milliers)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

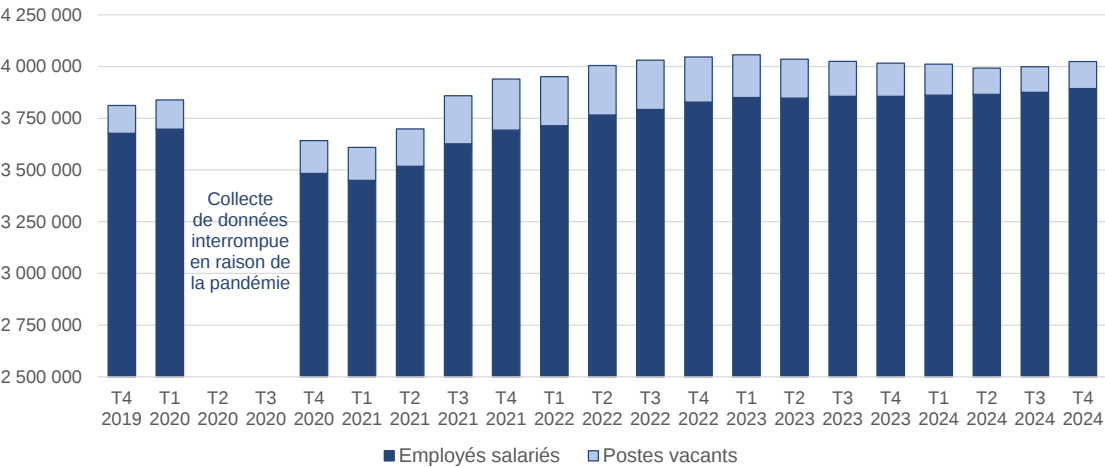
La demande de main-d'œuvre en légère hausse

La demande de main-d'œuvre, qui correspond à la somme des postes occupés par des employés (3 894 040) et des postes vacants (130 525), s'élevait à plus de quatre millions au Québec au quatrième trimestre de 2024, en légère hausse (+24 980; +0,6 %) par rapport au trimestre précédent, résultat des hausses combinées du nombre de postes vacants et du nombre d'employés salariés (+18 645; +0,5 %). Bien qu'elle ait augmenté au cours des deux derniers trimestres, elle semble avoir plafonné depuis environ deux ans.

La demande de main-d'œuvre demeure également plus basse que le sommet enregistré au premier trimestre de 2023 (-32 795; -0,8 %), à la lumière des effets contrastés de la baisse du nombre de postes vacants (-76 465; -36,9 %) et de la hausse de l'emploi (+43 670; +1,1 %). Par rapport au niveau de la demande de main-d'œuvre enregistré un an auparavant, celui du plus récent trimestre est légèrement plus élevé (+0,2 %), l'emploi

ayant augmenté de 38 220 (+1,0 %) et le nombre de postes vacants, diminué de 30 705 (-19,0 %).

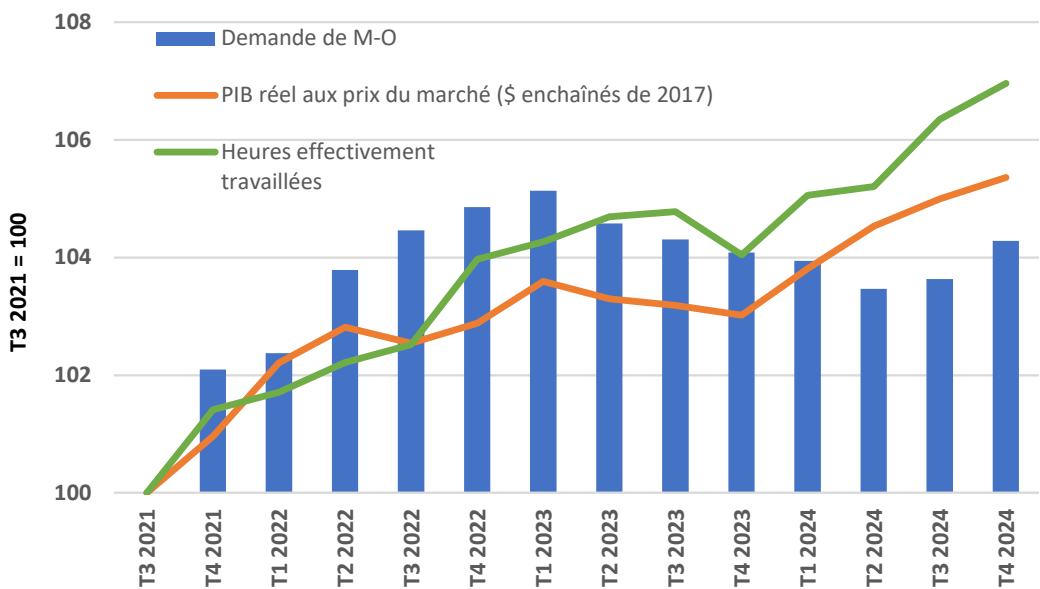
Graphique 2 – Employés salariés, postes vacants et demande de main-d’œuvre au Québec, du 4^e trimestre 2019 au 4^e trimestre 2024 (données désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Les mouvements contrastés de la demande de main-d’œuvre observés au cours des deux dernières années ont initialement coïncidé avec une stagnation de l’économie (PIB) et du nombre d’heures travaillées, qui ont repris de la vigueur au cours des plus récents trimestres. Cette vigueur retrouvée est d’ailleurs en phase avec la récente hausse de la demande de main-d’œuvre avec, à la clé, une possible hausse du nombre de postes vacants. Ces mouvements à la hausse risquent cependant d’être mis à rude épreuve, les récentes politiques commerciales de l’administration américaine pouvant effectivement rendre la situation économique plus précaire.

Graphique 3 – Demande de main-d’œuvre, heures travaillées et PIB réel au Québec, du 3^e trimestre 2021 au 4^e trimestre 2024 (données désaisonnalisées)



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active*; INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Principaux indicateurs économiques conjoncturels*.

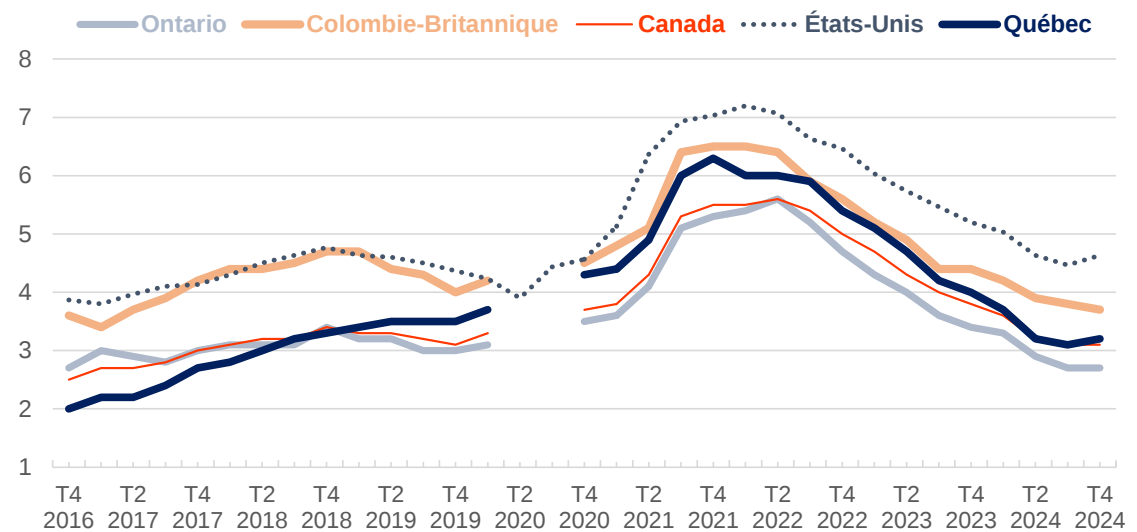
Le taux de postes vacants recule de près de la moitié en deux ans

Après un sommet de 6,3 % atteint au quatrième trimestre de 2021, le taux de postes vacants, tout comme leur nombre, a entamé un lent recul pour onze trimestres

consécutifs au Québec, en baisse de près de la moitié, avant le léger rebond à 3,2 % au quatrième trimestre de 2024. Le taux de postes vacants était de 3,1 % au trimestre précédent, de 4,0 % au quatrième trimestre de 2023 et de 5,4 % deux ans auparavant, soit au quatrième trimestre de 2022.

Lors du dernier trimestre, le taux de postes vacants du Québec est redevenu supérieur à celui de l'ensemble du Canada (3,1 %) après deux trimestres où ils avaient été identiques. Après avoir été longtemps parmi les plus élevés, le taux de postes vacants québécois a entamé une baisse, le reléguant au cinquième rang le plus bas parmi les dix provinces canadiennes. L'Île-du-Prince-Édouard occupait le premier rang à ce chapitre au quatrième trimestre de 2024 (3,8 %). Aux États-Unis, le taux de postes vacants a suivi la même trajectoire qu'au Canada, mais demeurait plus élevé (4,6 %) que dans chacune des provinces.

Graphique 4 – Taux de postes vacants au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique, au Canada et aux États-Unis, du 4^e trimestre 2016 au 4^e trimestre 2024 (données désaisonnalisées, en pourcentage)



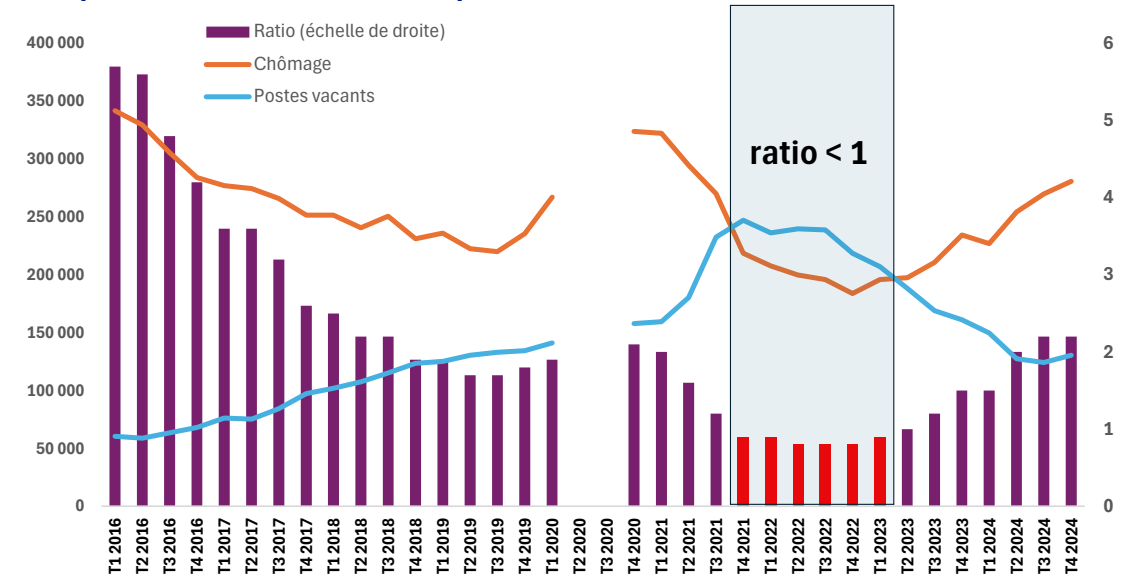
Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* (Canada et provinces) et U.S. BUREAU OF LABOR STATISTICS, *Job Openings and Labor Turnover Survey* (États-Unis).

Un peu plus de deux personnes en chômage pour chaque poste vacant

Pendant la période du quatrième trimestre de 2021 au premier trimestre de 2023, alors que le nombre de chômeurs passait sous la barre des 200 000, le nombre de postes vacants atteignait des sommets (247 135 au quatrième trimestre de 2021), il y avait au Québec moins d'une personne en chômage pour chaque poste vacant. Un lent renversement de situation, c'est-à-dire une hausse du nombre de chômeurs combinée au recul du nombre de postes vacants a fait grimper ce ratio pour se situer à 2,2 aux troisième et quatrième trimestres de 2024. Ce sont des ratios que l'on n'avait pas observés depuis plus de sept ans, soit au troisième trimestre de 2018.

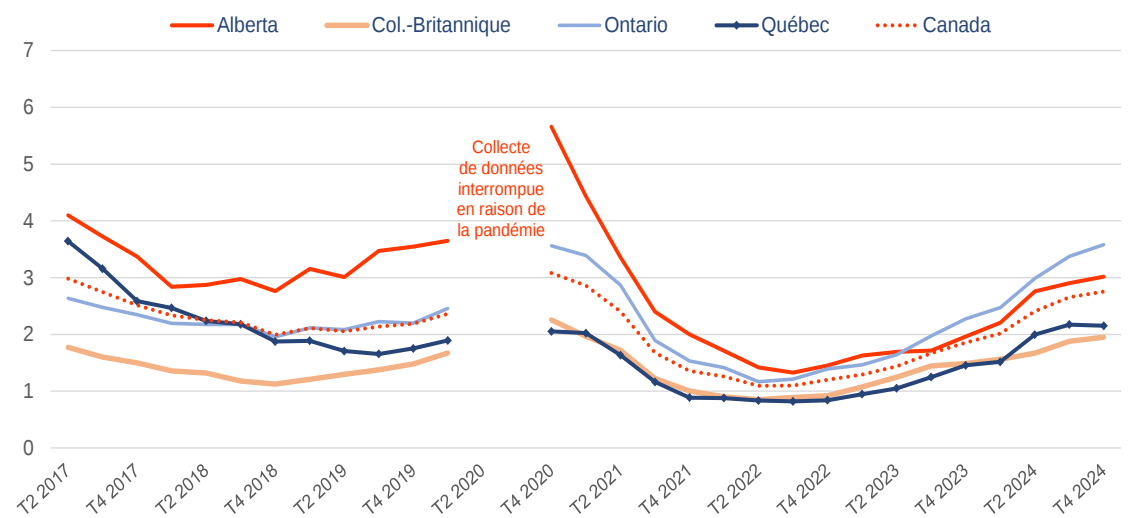
Le ratio des personnes en chômage par poste vacant du Québec était le plus faible parmi les provinces au troisième trimestre de 2023 et est demeuré en 2024 l'un des plus faibles avec ceux de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et du Manitoba. Au quatrième trimestre de 2024, il était le troisième plus faible, au même niveau que celui du Manitoba et devant ceux de la Saskatchewan (2,1) et de la Colombie-Britannique (1,9). Par ailleurs, toutes les provinces ont vu le ratio de personnes en chômage par poste vacant augmenter sensiblement depuis deux ans. Il atteignait 3,6 en Ontario au troisième trimestre de 2024, alors que la moyenne canadienne se situait à 2,8.

Graphique 5 – Personnes en chômage, postes vacants et ratio des personnes en chômage par poste vacant au Québec, du 1^{er} trimestre de 2016 au 4^e trimestre de 2024 (données désaisonnalisées)



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active* (données désaisonnalisées).

Graphique 6 – Ratio des personnes en chômage par poste vacant au Canada, au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta au 4^e trimestre de 2016, 2017, 2019, 2023 et 2024 (données désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

L’Estrie et l’Abitibi-Témiscamingue conservent les taux de postes vacants parmi les 10 plus élevés au Canada

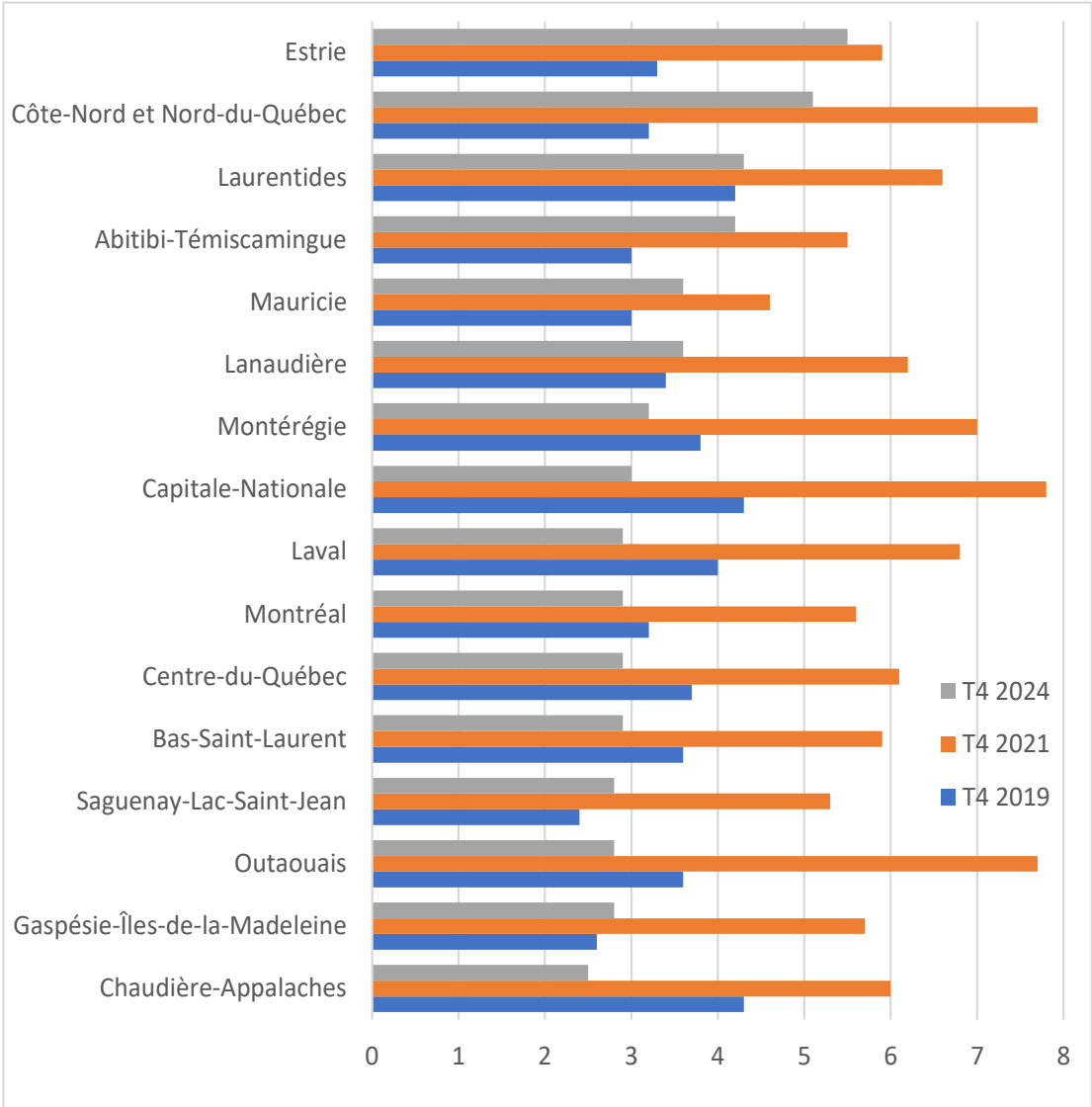
Entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024, le nombre de postes vacants était en baisse dans 15 des 16 régions administratives du Québec, celle de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ayant connu une hausse (+275). Les baisses les plus importantes en pourcentage ont été observées dans les régions suivantes : Outaouais (-32,7 %), Chaudière-Appalaches (-26,7 %), Capitale-Nationale (-26,7 %) et Laval (-24,6 %). Toutes les provinces, sauf une (Île-du-Prince-Édouard, +345) ont vu leur nombre de postes vacants diminuer entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024.

Pour la période plus récente allant du troisième au quatrième trimestre de 2024, deux régions économiques québécoises se trouvaient parmi les quatre (sur 69) ayant connu les plus fortes hausses en pourcentage du nombre de postes vacants. Il s’agit de la région des Laurentides (+34,8 %) et de celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (+16,4 %). Ces régions affichent aussi davantage de postes vacants qu’avant la

pandémie. Les régions de la Côte-Nord et Nord-du-Québec et de l’Estrie sont les seules régions du Québec dont le nombre de postes vacants a plus que doublé depuis le quatrième trimestre de 2019.

Le nombre de postes vacants était en baisse dans quatre régions administratives du Québec du troisième au quatrième trimestre de 2024 : Outaouais (-15,3 %), Chaudière-Appalaches (-6,9 %), Abitibi-Témiscamingue (-4,0 %) et Centre-du-Québec (-2,5 %).

Graphique 7 – Taux de postes vacants dans les régions administratives, avant la pandémie (4^e trimestre de 2019), au sommet (4^e trimestre de 2021) et au 4^e trimestre de 2024 (données désaisonnalisées, en pourcentage)



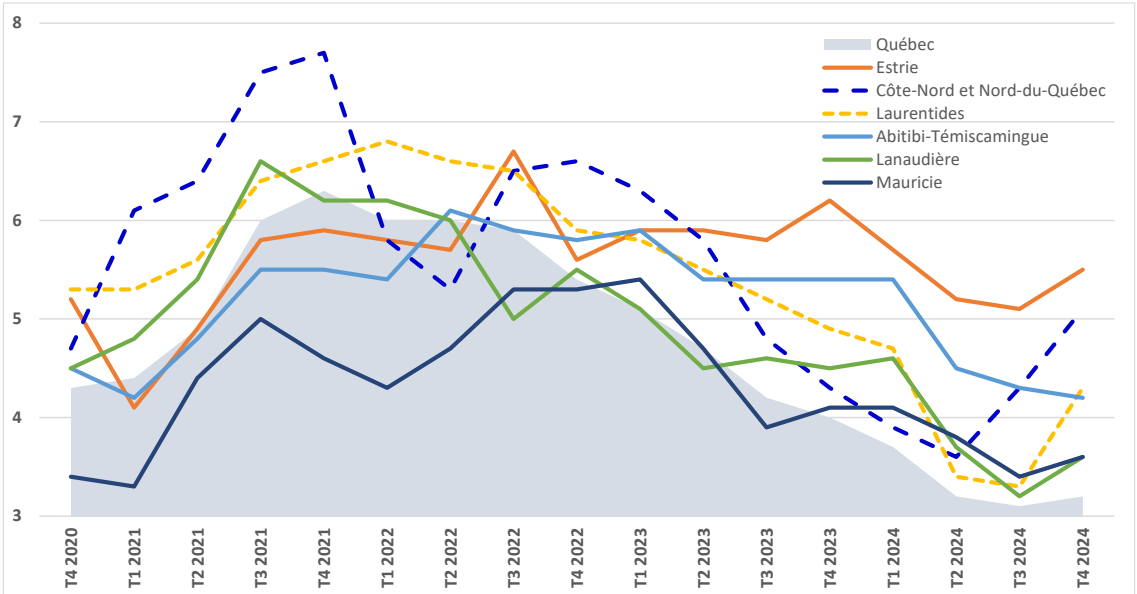
Source : Statistique Canada, Enquête sur les postes vacants et les salaires.

L’Estrie conservait **le taux de postes vacants** le plus élevé au Québec au quatrième trimestre de 2024 (5,5 %), suivie de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (5,1 %). L’Estrie et la Côte-Nord et Nord-du-Québec font d’ailleurs partie des quatre régions économiques du Canada où le taux de postes vacants est le plus élevé au quatrième trimestre de 2024.

Les Laurentides et l’Abitibi-Témiscamingue se classaient quant à elles au 10^e et au 12^e rang parmi les 69 régions économiques du Canada au quatrième trimestre de 2024, alors que Lanaudière et la Mauricie étaient ex-aequo au 24^e rang. La région de la Capitale-Nationale, qui a longtemps figuré parmi les dix premières (de la mi-2019 au début de 2023), occupait pour sa part le 43^e rang avec un taux de postes vacants, à 3,0 %, légèrement inférieur à la moyenne québécoise de 3,2 %. Le graphique 8 montre l’évolution du taux de postes vacants des régions dont les taux de postes vacants sont

les plus élevés au quatrième trimestre de 2024, comparée à celle du taux de postes vacants de l'ensemble du Québec.

Graphique 8 – Évolution du taux de postes vacants dans six régions administratives et dans l'ensemble du Québec, 4^e trimestre de 2020 au 4^e trimestre de 2024 (données désaisonnalisées, en pourcentage)



Source : STATISTIQUE CANADA, Enquête sur les postes vacants et les salaires.

Résultats détaillés de l'EPVS (non désaisonnalisés)

Plus de postes vacants de courte durée que de longue durée

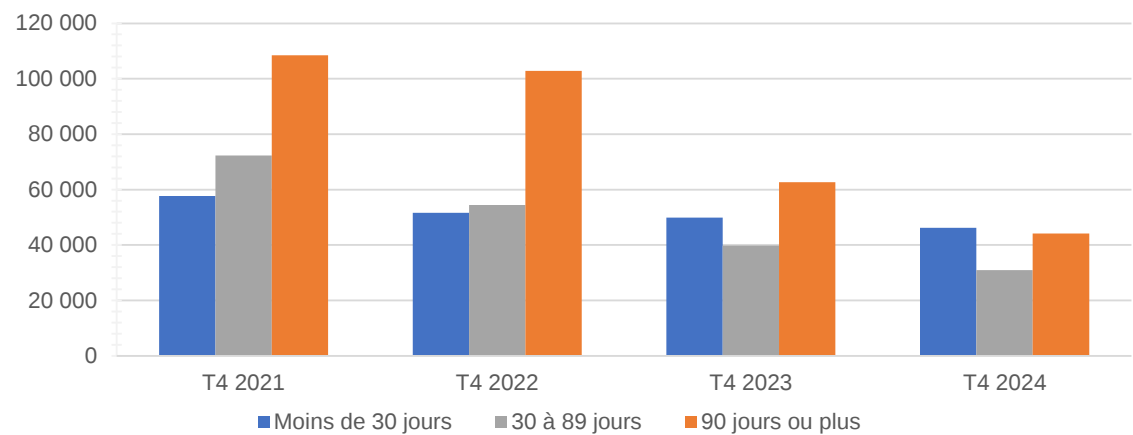
Le nombre de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours ou plus) avait atteint un sommet de 113 130 au troisième trimestre de 2022 au Québec. Il avait diminué à 76 755 un an plus tard et a diminué à nouveau, à 44 120, au quatrième trimestre de 2024¹. En pourcentage, la baisse du nombre de postes vacants de longue durée s'élève à 29,6 % depuis 2023 et atteint 57,1 % sur deux ans.

À 46 215, le nombre de postes vacants de courte durée (moins de 30 jours) dépasse celui de longue durée au quatrième trimestre de 2024 pour un troisième trimestre consécutif alors que deux ans auparavant, il n'en représentait que la moitié. Le nombre de postes vacants de courte durée a également diminué, mais plus lentement. Leur part dans l'ensemble des postes vacants a augmenté en conséquence de 24,7 % à 38,1 % entre le quatrième trimestre de 2022 et celui de 2024. Celle des postes vacants de longue durée a diminué de 49,2 % à 36,4 % au cours de la même période.

Graphique 9 – Évolution du nombre de postes vacants selon la durée d'affichage, Québec, 4^e trimestre de 2021, 2022, 2023 et 2024 (données non désaisonnalisées)

1. Sur une base non désaisonnalisée, le nombre total de postes vacants s'élevait à 121 275 au Québec au quatrième trimestre de 2024.



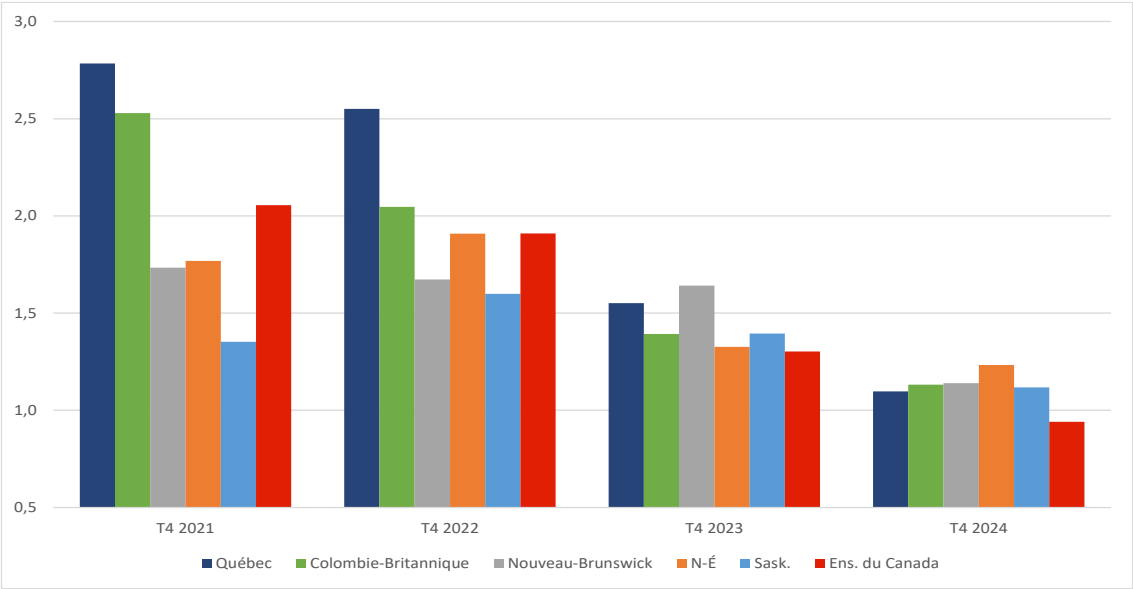


Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Cette proportion de 36,4 % des postes vacants qui sont de longue durée était la troisième plus élevée parmi les provinces canadiennes au quatrième trimestre de 2024. Au cours des mêmes trimestres de 2021 à 2023, le Québec avait affiché le premier ou deuxième rang.

Le taux de postes vacants de longue durée a continué à diminuer dans la même foulée. Après avoir souvent occupé les premier et deuxième rangs la majeure partie de 2021, 2022 et 2023, le Québec est passé au 3^e rang parmi les provinces à ce chapitre au quatrième trimestre de 2024, le même rang que celui qu’il occupait au trimestre précédent. Au quatrième trimestre, son taux de postes vacants de longue durée a continué de se résorber, passant de 2,5 % au quatrième trimestre de 2022 à 1,5 % au quatrième trimestre de 2023 et à 1,1 % au quatrième trimestre de 2024. Pour ce même quatrième trimestre de 2024, c’est en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick que le taux de postes vacants de longue durée était le plus élevé, à 1,2 %, suivi de trois provinces, incluant le Québec, à égalité à 1,1 % (Colombie-Britannique et Saskatchewan). Il était de 0,8 % en Ontario et de 0,9 % au Canada.

Graphique 10 – Taux de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours et plus), Québec, Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan et ensemble du Canada, 4^e trimestre, 2021 à 2024 (données non désaisonnalisées, en pourcentage)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

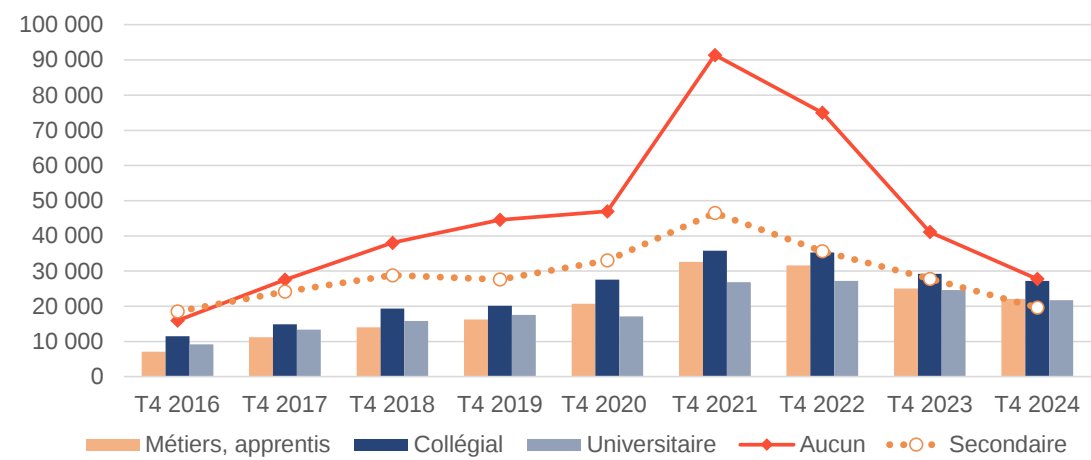


La proportion de postes vacants n'exigeant pas plus qu'un diplôme d'études secondaires continue de diminuer

Le nombre de postes vacants a continué à baisser quelle que soit la scolarité recherchée au quatrième trimestre de 2024. La plus grande part de la baisse du nombre de postes vacants des dernières années comme de leur hausse les années précédentes touche toutefois les postes pour lesquels les exigences en matière de scolarité sont peu élevées :

- Entre le quatrième trimestre de 2016 et celui de 2021, les postes exigeant au plus un diplôme d'études secondaires (DES) avaient été à l'origine de 59,2 % de la hausse de 174 675 postes vacants au Québec. Les postes pour lesquels aucun certificat ou diplôme scolaire n'était demandé représentaient à eux seuls 43,2 % de cette hausse.
- Entre le quatrième trimestre de 2021 et celui de 2024, les postes exigeant tout au plus un DES ont été à l'origine de 77,1 % de la baisse de 117 250 postes vacants au Québec. Les postes pour lesquels aucun certificat ou diplôme scolaire n'était demandé en ont représenté à eux seuls 54,2 %.
- Au quatrième trimestre, la proportion de postes vacants qui n'exigent pas plus qu'un DES, qui était de 54 % en 2016, a atteint un sommet de 57,8 % en 2021 avant de retomber à 39,1 % seulement en 2024 (25 % en 2016, 38,3 % en 2021 et 22,9 % en 2024 pour les postes sans exigence en matière de scolarité).
- Le nombre de postes vacants était de nouveau redescendu sous le niveau prépandémique pour les postes exigeant au plus un diplôme secondaire au quatrième trimestre de 2024, alors qu'il demeurait plus élevé autant pour les métiers et les apprentis que pour les diplômés de niveau collégial ou universitaire.

Graphique 11 – Évolution du nombre de postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé au 4^e trimestre, 2016 à 2024 (données non désaisonnalisées)

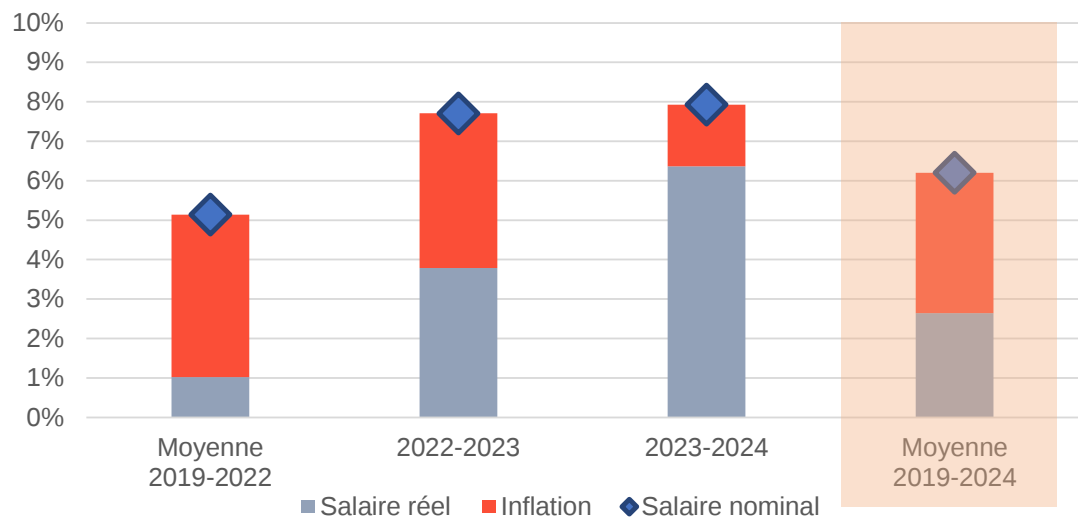


Source : STATISTIQUE CANADA, Enquête sur les postes vacants et les salaires.

En moyenne, la croissance du salaire offert pour les postes vacants dépasse largement l'inflation

Le salaire offert en moyenne pour l'ensemble des postes vacants a augmenté de 7,9 % à 27,90 \$ l'heure au Québec entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024. À 6,4 %, la hausse en termes réels demeure importante. Elle découle en partie du ralentissement de l'inflation, à 1,6 %, au cours de la période. Sur cinq ans, la croissance annuelle moyenne du salaire offert atteint 6,2 % en termes nominaux et 2,6 % en termes réels, en grande partie en raison des résultats de la dernière année.

Graphique 12 – Variations annuelles du salaire horaire offert en moyenne (postes vacants) et inflation au 4^e trimestre, 2023 à 2024 et périodes récentes (données non désaisonnalisées)



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Indice des prix à la consommation (IPC)*,
<https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3877>

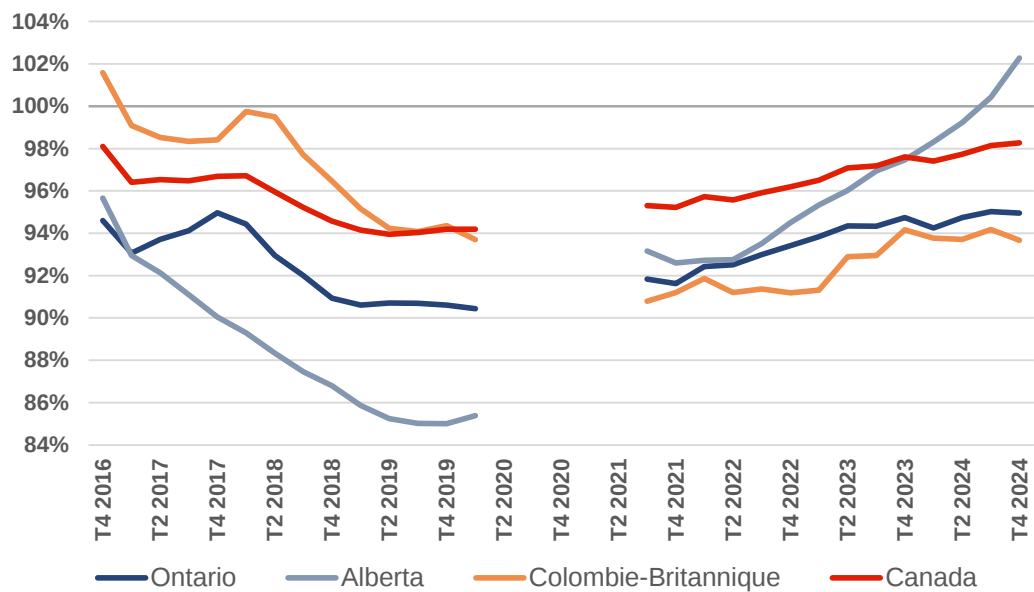
Le salaire offert en moyenne pour les postes vacants (27,90 \$ l'heure) demeurait inférieur à la moyenne canadienne (28,30 \$) au quatrième trimestre de 2024 et conservait un écart notable par rapport à ceux offerts en Ontario (29,30 \$) et en Colombie-Britannique (29,90 \$). Il était cependant supérieur à celui observé en Alberta (26,75 \$) et à celui offert dans chacune des six autres provinces.

Les moyennes provinciales sont toutefois influencées par le type de postes vacants offert. En comparaison des autres provinces, le Québec compte ainsi la plus forte proportion de postes vacants qui exigent plus qu'un diplôme d'études secondaires (60,9 %), ce qui devrait en principe pousser à la hausse la moyenne du salaire qui y est offert. Son avance sur l'Alberta, qui compte à l'opposé la plus faible proportion de postes vacants demandant des études postsecondaires (37,4 %), disparaît d'ailleurs dans la grande majorité des cas lorsqu'on compare les salaires offerts dans les deux provinces selon le niveau de scolarité recherché.

Par rapport aux autres grandes provinces et au Canada, la tendance du salaire moyen offert pour les postes vacants au Québec est encore au rattrapage depuis la pandémie, alors qu'elle était plutôt à la baisse dans les années qui l'ont précédée.



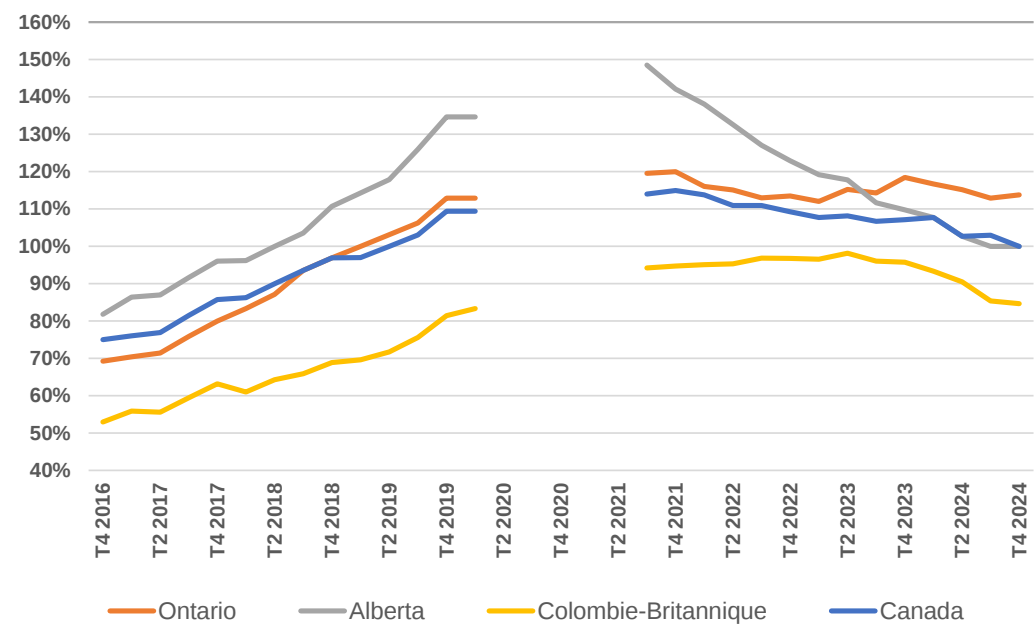
Graphique 13 – Salaire horaire moyen offert pour les postes vacants au Québec en proportion de celui offert en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Canada, du 4^e trimestre 2016 au 4^e trimestre 2024 (moyennes mobiles 4 trimestres)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Le rapport entre le salaire offert au Québec et celui offert dans les autres grandes provinces et au Canada a évolué à l'inverse du rapport entre leurs taux de postes vacants. Alors que le salaire offert au Québec s'écartait à la baisse avant la pandémie (graphique 13), son taux de postes vacants s'écartait à la hausse (graphique 14). Le rattrapage salarial postpandémique au Québec a coïncidé, à l'inverse, avec le retour vers la moyenne de son taux de postes vacants.

Graphique 14 – Taux de postes vacants au Québec en proportion du taux de postes vacants en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Canada, du 4^e trimestre 2016 au 4^e trimestre 2024 (moyennes mobiles 4 trimestres)



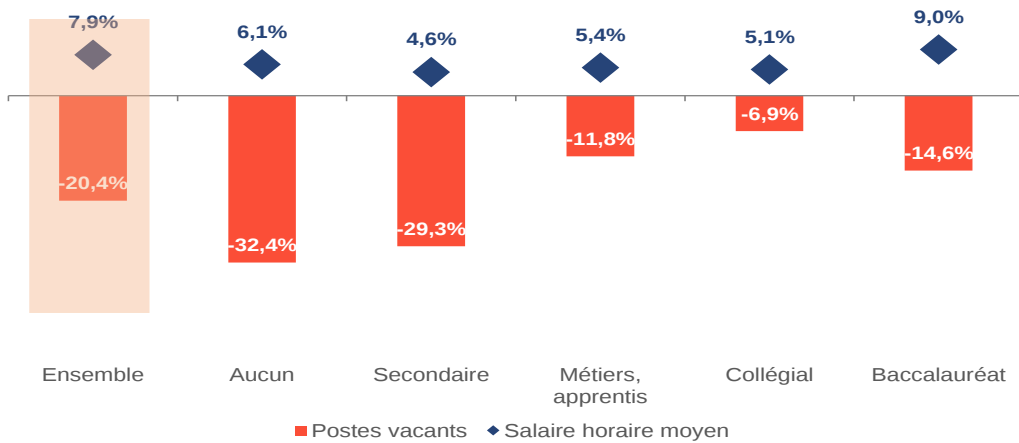
Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.



La chute du nombre de postes vacants exigeant peu de scolarité gonfle la croissance moyenne des salaires, mais celle-ci dépasse l’inflation dans la grande majorité des cas

Entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024, la croissance du salaire offert pour les postes vacants a varié de 4,6 % pour les études secondaires complétées à 9 % pour un baccalauréat. Quant à la croissance moyenne du salaire offert pour l’ensemble des niveaux de scolarité, elle était de 7,9 %.

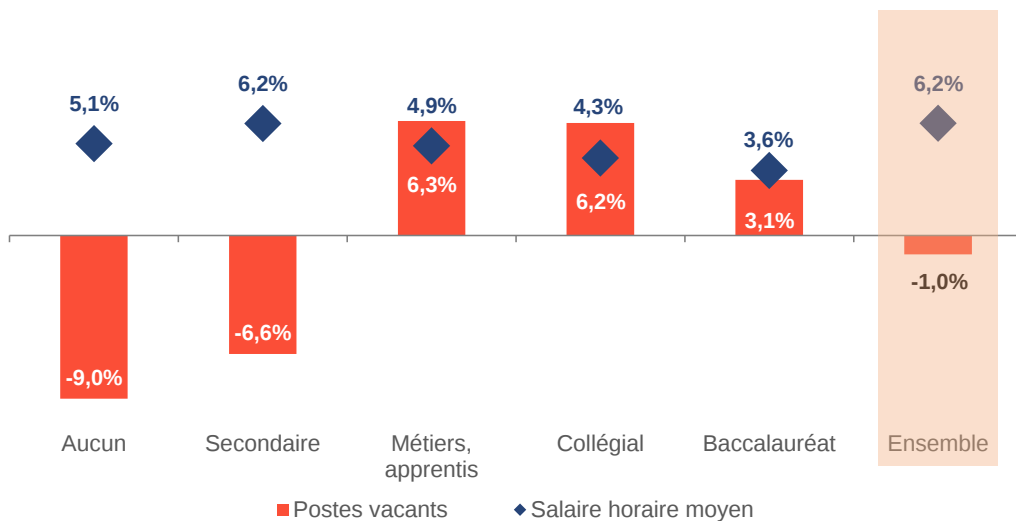
Graphique 15 – Variation annuelle du nombre de postes vacants et du salaire offert pour les postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé, 4^e trimestre 2024 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La croissance du salaire offert était plus élevée pour le niveau universitaire que pour les postes demandant moins de scolarité au cours de la dernière année. Par ailleurs, entre le quatrième trimestre de 2019 et celui de 2024, la hausse du salaire offert a atteint en moyenne 5,1 % par année pour les candidats n’ayant aucun diplôme et 6,2 % par année pour ceux qui ont un diplôme secondaire. Ces hausses ont probablement contribué, avec la baisse de la demande, à la chute importante du nombre de postes vacants offerts aux candidats relativement peu scolarisés.

Graphique 16 – Variation annuelle moyenne du nombre de postes vacants et du salaire offert pour les postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé, du 4^e trimestre 2019 au 4^e trimestre 2024 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La croissance du salaire offert en moyenne pour les postes vacants a dépassé l’inflation, qui était de 3,6 % par année en moyenne, pour la majorité des niveaux de scolarité depuis la pandémie. La hausse en termes réels est toutefois nulle pour les diplômés

universitaires, alors qu'elle atteint 1,5 % pour les candidats sans diplôme et 2,6 % pour les détenteurs d'un DES.

Le nombre de postes vacants recule dans presque tous les secteurs d'activité

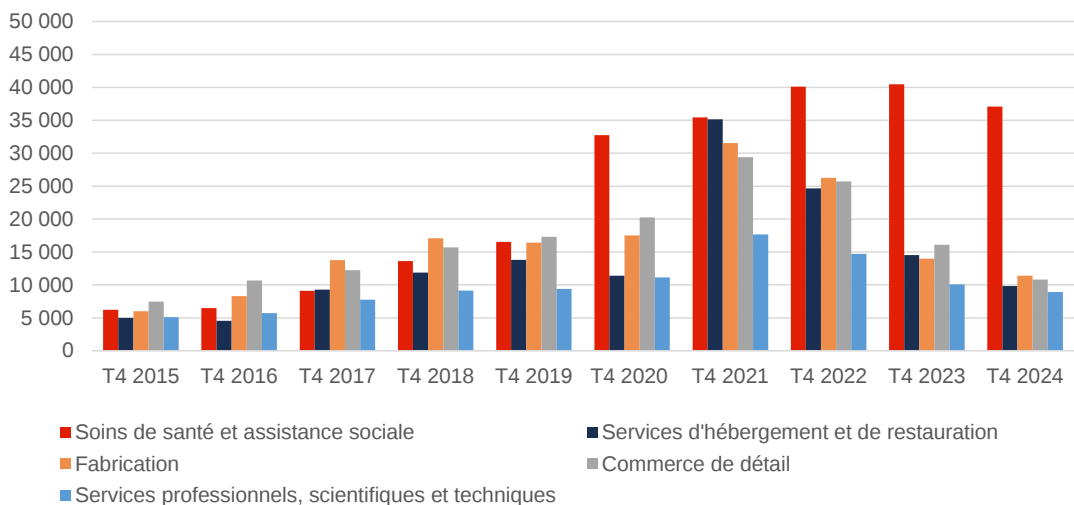
Le nombre de postes vacants a reculé dans tous les secteurs d'activité entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024 (tableau B3), à l'exception de celui des services publics, celui de l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz, qui sont demeurés inchangés, et celui des services d'enseignement (+95; +2,1 %).

Quatre secteurs ont affiché des reculs de plus de 3 000 postes vacants au cours de la dernière année. Toutes proportions gardées, ces reculs dépassaient la moyenne observée dans l'ensemble des industries (-20,4 %) dans trois de ces secteurs, soit le commerce de détail (-32,9 %), les services d'hébergement et de restauration (-32,3 %) et les services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (-44,7 %). La baisse était également proportionnellement plus grande dans les secteurs suivants : finance et assurances (-36,5 %), services immobiliers et services de location et de location à bail (-35,2 %), autres services (sauf les administrations publiques) (-33,5 %), transport et entreposage (-28 %), arts, spectacles et loisirs (-26,6 %) et agriculture, foresterie, pêche et chasse (-25,4 %).

La baisse était proportionnellement plus faible dans sept autres secteurs, dont notamment la construction (-18,8 %) et la fabrication (-18,5 %). Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, bien que la baisse relative des postes vacants y soit plus faible que la moyenne (-8,4 %), était, compte tenu de sa taille, la troisième plus importante en nombre (-3 390). Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale affichait de loin le plus grand nombre de postes vacants au quatrième trimestre de 2024 (37 095), soit au moins trois fois plus que dans chacun des trois secteurs qui le suivaient (fabrication; commerce de détail; hébergement et restauration). Ces quatre secteurs réunis (sur un total de 20) affichaient près de trois postes vacants sur cinq (57 %) au quatrième trimestre de 2024.

Au quatrième trimestre de 2024, le secteur des soins de santé et d'assistance sociale affichait plus de deux fois le nombre de postes vacants (37 095) du quatrième trimestre de 2019 (16 550).

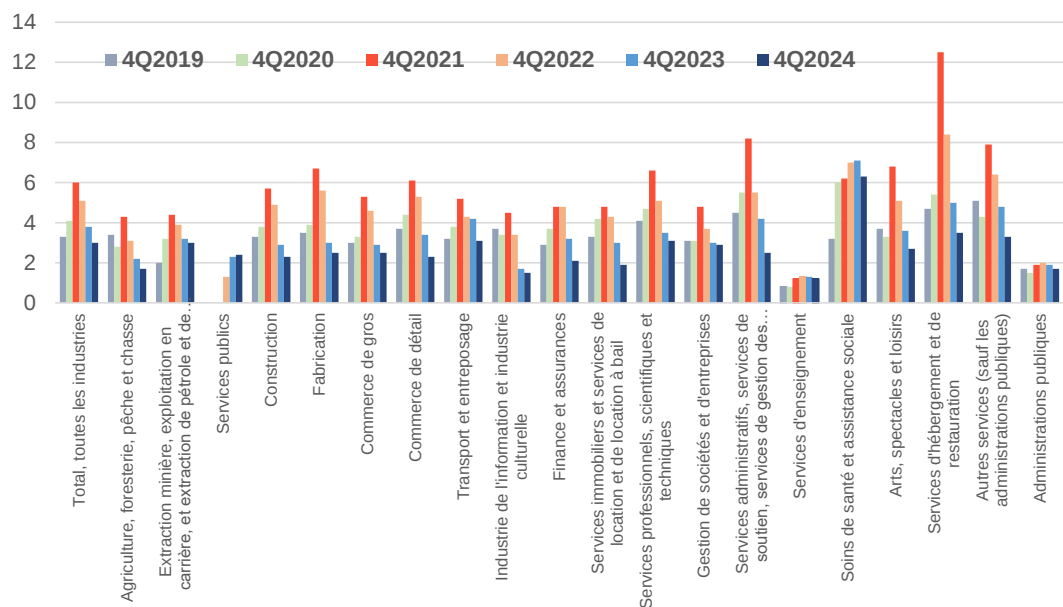
Graphique 17 – Nombre de postes vacants dans les cinq secteurs en comptant le plus, du 4^e trimestre 2016 au 4^e trimestre 2024 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, Enquête sur les postes vacants et les salaires.

Le taux de postes vacants a aussi diminué dans tous les secteurs d'activité à l'exception de celui des services publics, qui est passé de 2,3 % à 2,4 % entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024 (tableau B4). Il est passé de 7,1 % à 6,3 % dans les soins de santé et l'assistance sociale, qui conservaient le premier rang, après avoir atteint un sommet de 8,4 % au troisième trimestre de 2022. Les services d'hébergement et de restauration se sont maintenus pour leur part au deuxième rang avec un taux de postes vacants de 3,5 %, en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à un an auparavant. Il a diminué de plus de 7,3 points de pourcentage depuis le sommet de 13,9 % atteint au deuxième trimestre de 2022.

Graphique 18 – Taux de postes vacants par secteur d'activité économique au 4^e trimestre, 2019 à 2024 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Près de la moitié (47,3 %) des postes vacants dans le secteur des soins de santé et d'assistance sociale étaient affichés depuis 90 jours ou plus au quatrième trimestre de 2024. Le taux de postes vacants de longue durée (3,0 %) y était d'ailleurs l'un des quatre seuls à dépasser la moyenne de l'ensemble des industries (1,1 %), devant ceux des services d'hébergement et de restauration (1,3 %), des autres services (1,3 %) et du transport et de l'entreposage (1,2 %).

Le nombre de postes vacants recule également dans la grande majorité des groupes professionnels

Entre le quatrième trimestre de 2023 et celui de 2024, le nombre de postes vacants a augmenté dans seulement huit des 41 groupes professionnels pour lesquels ces données sont disponibles². Ces augmentations demeurent modestes, dépassant les 100 postes vacants additionnels dans seulement quatre cas, soit le personnel des services de protection publique de première ligne et personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement (+330; +5,5 %), le personnel d'encadrement intermédiaire spécialisé dans les services administratifs, les services financiers et commerciaux et la communication (+260; +15 %), le personnel technique assimilé aux sciences naturelles et appliquées (+175; +3,8 %), ainsi que les cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées en génie, en architecture, en sciences et en systèmes informatiques (+165; +30,8 %).

Les groupes professionnels reliés à la vente et aux services et ainsi à la santé sont ceux affichant les plus grandes diminutions du nombre de postes vacants depuis l'an dernier.

4. Sur un total de 45 groupes professionnels.

Les diminutions les plus importantes en nombre (baisse de plus de 2 000 postes vacants) ont touché le personnel de soutien aux ventes et aux services (-7 615; -36,3 %), les représentants/représentantes des ventes et du service et autres professions des services à la clientèle et personnels (-4 265; -33,1 %) et le personnel professionnel des soins de santé (-2 240, -16,0 %).

Parmi les 29 groupes professionnels qui affichaient au moins 500 postes vacants au quatrième trimestre de 2024, seulement douze affichaient plus de postes vacants qu'avant la pandémie, au quatrième trimestre de 2019. Ce nombre a plus que doublé pour le personnel professionnel des soins de santé (+7 530; +178,0 %), le personnel des services de protection publique de première ligne et personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement (+3 670; +135,4 %) et le personnel technique des soins de santé (+3 370; +142,8 %). Parmi les autres groupes professionnels, celui qui affichait la plus forte hausse, en proportion, était celui du personnel professionnel du droit, d'enseignement, des services gouvernementaux, sociaux et communautaires (+2 155; +87,2 %). Le personnel de supervision dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique et opérateurs/opératrices et contrôleurs/contrôleuses d'utilités publiques (+255; +73,9 %) et le personnel de soutien des services de santé (+2 985; +72,7 %) sont les deux seuls dont la hausse du nombre de postes vacants est supérieure à 50 %.

Parmi les mêmes groupes professionnels affichant plus de 500 postes vacants au quatrième trimestre de 2024, le personnel de soutien des services de santé (+54,8 % à 26,00 \$ l'heure), les aides et ouvriers/ouvrières et autres opérateurs/opératrices et manœuvres de transport et personnel assimilé (+43,6 % à 24,20 \$ l'heure) et les manœuvres dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique (+42,7 % à 22,05 \$) sont ceux dont le salaire offert a le plus augmenté depuis le quatrième trimestre de 2019.

Annexe A
Principaux résultats de l'EPVS
(données désaisonnalisées)

Tableau A1 – Nombre de postes vacants au quatrième trimestre de 2024 et variation depuis un trimestre, une année, et depuis la pandémie, Canada et provinces (données désaisonnalisées)

Provinces	Nombre au dernier trimestre	Variations en nombre et en % depuis		
		1 trimestre	1 an	L'avant-pandémie
	T4 2024	T3 2024	T4 2023	T4 2019
Canada	547 785	180 0,0 %	-126 515 -18,8 %	17 135 3,2 %
Terre-Neuve-et-Labrador	5 745	350 6,5 %	-885 -13,3 %	940 19,6 %
Île-du-Prince-Édouard	2 795	320 12,9 %	345 14,1 %	725 35,0 %
Nouvelle-Écosse	14 590	-30 -0,2 %	-1 430 -8,9 %	2 645 22,1 %
Nouveau-Brunswick	9 680	-65 -0,7 %	-2 580 -21,0 %	25 0,3 %
Québec	130 525	6 335 5,1 %	-30 705 -19,0 %	-3 980 -3,0 %
Ontario	183 560	-710 -0,4 %	-48 370 -20,9 %	-10 155 -5,2 %
Manitoba	21 350	180 0,9 %	-3 355 -13,6 %	5 280 32,9 %
Saskatchewan	18 450	410 2,3 %	-4 900 -21,0 %	7 075 62,2 %
Alberta	66 400	-3 340 -4,8 %	-15 125 -18,6 %	17 590 36,0 %
Colombie-Britannique	92 265	-3 265 -3,4 %	-19 170 -17,2 %	-3 425 -3,6 %

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.



Tableau A2 – Taux de postes vacants et ratio du nombre de personnes en chômage par poste vacant, quatrième trimestre de 2024 et périodes récentes, Canada et provinces (données désaisonnalisées)

Taux de postes vacants (%)	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T4 2023	Trimestre précédent T3 2024	Dernier trimestre T4 2024
Canada	3,1	3,8	3,1	3,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2,3	3,2	2,6	2,8
Île-du-Prince-Édouard	3,1	3,4	3,4	3,8
Nouvelle-Écosse	2,9	3,6	3,3	3,3
Nouveau-Brunswick	3,0	3,6	2,9	2,9
Québec	3,5	4,0	3,1	3,2
Ontario	3,0	3,4	2,7	2,7
Manitoba	2,6	3,9	3,3	3,4
Saskatchewan	2,4	4,6	3,5	3,6
Alberta	2,4	3,8	3,2	3,1
Colombie-Britannique	4,0	4,4	3,8	3,7
Pers. en chômage / poste vacant	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T4 2023	Trimestre précédent T3 2024	Dernier trimestre T4 2024
Canada	2,2	1,9	2,7	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	6,6	4,1	5,1	5,0
Île-du-Prince-Édouard	3,2	2,9	3,2	3,2
Nouvelle-Écosse	3,4	2,2	2,5	2,4
Nouveau-Brunswick	3,2	2,3	3,0	3,2
Québec	1,8	1,5	2,2	2,2
Ontario	2,2	2,3	3,4	3,6
Manitoba	2,3	1,5	2,1	2,2
Saskatchewan	3,2	1,3	2,0	2,1
Alberta	3,5	2,0	2,9	3,0
Colombie-Britannique	1,5	1,5	1,9	1,9

Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active*.

Tableau A3 – Nombre de postes vacants au quatrième trimestre de 2024 et variation depuis un trimestre, une année, et depuis la pandémie par région du Québec (données désaisonnalisées)

	Nombre au dernier trimestre	Variations en nombre et en % depuis		
		1 trimestre	1 an	L'avant-pandémie
	T4 2024	T3 2024	T4 2023	T4 2019
Ensemble du Québec	130 525	6 335 5,1 %	-30 705 -19,0 %	-3 980 -3,0 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 055	20 1,9 %	-55 -5,0 %	270 34,4 %
Bas-Saint-Laurent	2 390	0 0,0 %	-395 -14,2 %	-310 -11,5 %
Capitale-Nationale	12 080	505 4,4 %	-4 390 -26,7 %	-3 060 -20,2 %
Chaudière-Appalaches	5 220	-385 -6,9 %	-1 905 -26,7 %	-2 490 -32,3 %
Estrie	9 080	1 080 13,5 %	-1 595 -14,9 %	4 690 106,8 %
Centre-du-Québec	3 475	-90 -2,5 %	-945 -21,4 %	-620 -15,1 %
Montréal	19 675	755 4,0 %	-4 450 -18,4 %	-1 620 -7,6 %
Montréal	37 230	800 2,2 %	-9 265 -19,9 %	-7 165 -16,1 %
Laval	4 600	155 3,5 %	-1 500 -24,6 %	-2 285 -33,2 %
Lanaudière	6 825	645 10,4 %	-1 410 -17,1 %	1 690 32,9 %
Laurentides	10 565	2 725 34,8 %	-1 660 -13,6 %	1 905 22,0 %
Outaouais	3 400	-615 -15,3 %	-1 655 -32,7 %	-400 -10,5 %
Abitibi-Témiscamingue	3 525	-145 -4,0 %	-755 -17,6 %	1 420 67,5 %
Mauricie	4 220	145 3,6 %	-460 -9,8 %	1 265 42,8 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 620	230 6,8 %	-565 -13,5 %	905 33,3 %
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3 555	500 16,4 %	275 8,4 %	1 820 104,9 %

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.



Tableau A4 – Taux de postes vacants, quatrième trimestre de 2024 et périodes récentes, par région du Québec (données désaisonnalisées)

Taux de postes vacants (%)	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T4 2023	Trimestre précédent T3 2024	Dernier trimestre T4 2024
Ensemble du Québec	3,5	4,0	3,1	3,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2,6	3,8	3,4	2,8
Bas-Saint-Laurent	3,6	3,8	3,1	2,9
Capitale-Nationale	4,3	4,4	3,1	3,0
Chaudière-Appalaches	4,3	3,4	2,7	2,5
Estrie	3,3	6,2	5,1	5,5
Centre-du-Québec	3,7	3,7	2,9	2,9
Montréal	3,8	4,0	3,1	3,2
Montréal	3,2	3,5	2,8	2,9
Laval	4,0	3,6	2,7	2,9
Lanaudière	3,4	4,5	3,2	3,6
Laurentides	4,2	4,9	3,3	4,3
Outaouais	3,6	4,1	3,2	2,8
Abitibi-Témiscamingue	3,0	5,4	4,3	4,2
Mauricie	3,0	4,1	3,4	3,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2,4	3,3	2,6	2,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3,2	4,3	4,3	5,1

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.



Annexe B
Résultats détaillés de l'EPVS
(données non désaisonnalisées)

Tableau B1 – Évolution des postes vacants au quatrième trimestre, 2021 à 2024 (données non désaisonnalisées)

		T4 2021	T4 2022			T4 2023			T4 2024		
		Nombre	Nombre	Var. nombre	Var. %	Nombre	Var. nombre	Var. %	Nombre	Var. nombre	Var. %
Nombre d'employés salariés	Québec	3 734 815	3 870 390	135 575	3,6	3 898 315	27 925	0,7	3 937 065	38 750	1,0
	Canada	16 309 720	17 069 165	759 445	4,7	17 366 840	297 675	1,7	17 497 905	131 065	0,8
Nombre de postes vacants – Total	Québec	238 525	208 810	-29 715	-12,5	152 435	-56 375	-27,0	121 275	-31 160	-20,4
	Canada	915 875	855 965	-59 910	-6,5	646 365	-209 600	-24,5	517 570	-128 795	-19,9
Nombre de postes vacants – 90 jours et plus	Québec	108 525	102 790	-5 735	-5,3	62 700	-40 090	-39,0	44 120	-18 580	-29,6
	Canada	344 860	337 935	-6 925	-2,0	233 230	-104 705	-31,0	168 515	-64 715	-27,7
Moyenne du salaire horaire offert (\$)	Québec	21,85	24,00	2,15	9,8	25,85	1,85	7,7	27,90	2,05	7,9
	Canada	22,95	24,90	1,95	8,5	26,35	1,45	5,8	28,30	1,95	7,4
		Taux (%)	Taux (%)	Var. pts de %		Taux (%)	Var. pts de %		Taux (%)	Var. pts de %	
Taux de postes vacants	Québec	6,0	5,1	-0,9		3,8	-1,3		3,0	-0,8	
	Canada	5,3	4,8	-0,5		3,6	-1,2		2,9	-0,7	
Taux de postes vacants – 90 jours et plus ¹	Québec	2,7	2,5	-0,2		1,5	-1,0		1,1	-0,4	
	Canada	2,0	1,9	-0,1		1,3	-0,6		0,9	-0,4	

1. Estimation du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, secteur de l'Emploi.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.



Tableau B2 – Nombre de postes vacants, variation du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par groupe professionnel, quatrième trimestre de 2024 (données non désaisonnalisées)

Groupe professionnel	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Ensemble des professions	121 275	-20,4	27,90
65 Personnel de soutien aux ventes et services	13 370	-36,3	17,65
31 Personnel professionnel des soins de santé	11 760	-16,0	31,70
72 Officiers/officières et contrôleurs/contrôleuses des métiers techniques et des transports	10 195	-10,0	31,90
64 Représentants/représentantes des ventes et du service et autres professions des services à la clientèle et personnels	8 625	-33,1	20,20
33 Personnel de soutien des services de santé	7 090	-11,2	26,00
42 Services de protection publique de première ligne et personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement	6 380	5,5	24,45
32 Personnel technique des soins de santé	5 730	-16,2	28,40
21 Personnel professionnel des sciences naturelles et appliquées	5 460	-24,6	42,70
22 Personnel technique assimilé aux sciences naturelles et appliquées	4 830	3,8	31,00
41 Personnel professionnel du droit, d'enseignement, des services gouvernementaux, sociaux et communautaires	4 625	-20,5	34,55
13 Personnel administratif et personnel de la logistique du transport	4 415	-14,7	25,65
11 Personnel professionnel en finance et en gestion des affaires	4 370	-12,9	35,60
73 Métiers généraux	4 185	-21,1	26,40
63 Personnel des ventes et des services	3 805	-32,4	20,40
14 Personnel de soutien administratif et finance et en logistiques de chaîne d'approvisionnement	3 710	-24,4	22,85
94 Opérateurs/opératrices de machines, monteurs/monteuces et inspecteurs/inspectrices dans le traitement, la fabrication et l'impression	2 635	-24,7	23,20
75 Aides et ouvriers/ouvrières et autres opérateurs/opératrices et manœuvres de transport et personnel assimilé	2 175	-35,6	24,20
10 Personnel d'encadrement intermédiaire spécialisé dans les services administratifs, les services financiers et commerciaux et la communication (sauf la radiodiffusion)	1 990	15,0	51,65
12 Personnel de supervision du travail administratif et financier et personnel administratif spécialisés	1 865	-37,3	30,75
74 Personnel au courrier et à la distribution de messages, autres conducteurs/conductrices de matériel de transport et personnel d'entretien assimilé	1 725	-20,7	22,55
62 Personnel de supervision des ventes au détail et des services et personnel des ventes et des services spécialisés	1 705	-22,3	24,70
60 Cadres intermédiaires dans le commerce de détail, de gros et des services à la clientèle	1 565	-40,9	28,50

Groupe professionnel	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
95 Manœuvres dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	1 485	-23,7	22,05
54 Personnel de soutien des sports	1 035	-6,3	20,95
70 Cadres intermédiaires des métiers, des transports, de la production et des services d'utilité publique	715	-4,0	41,60
20 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées en génie, en architecture, en sciences et en systèmes informatiques	700	30,8	57,30
85 Manœuvres à la récolte, en aménagement paysager et en ressources naturelles	620	-33,3	20,00
92 Personnel de supervision dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique et opérateurs/opératrices et contrôleurs/contrôleuses d'utilités publiques	600	-7,0	32,90
52 Personnel technique des arts, de la culture et des sports	575	2,7	33,50
90 Cadres intermédiaires de la fabrication et des services d'utilité publique	440	23,9	42,20
44 Prestataires de soins et personnel de soutien de juridique et de la protection du public	425	-20,6	23,35
51 Personnel professionnel des arts et de la culture	405	-31,4	35,05
40 Directeurs/directrices de la fonction publique, de l'enseignement et des services sociaux et communautaires et des services de la protection du public	275	19,6	41,35
43 Personnel de soutien en éducation et en protection juridique et publique	265	-24,3	23,95
45 Surveillants/surveillantes d'élèves, brigadiers/brigadières et autres professions connexes	160	-22,0	23,65
00 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	110	-46,3	73,50
82 Superviseurs/superviseuses en ressources naturelles, en agriculture et en production connexe	110	-12,0	36,00
93 Opérateurs/opératrices de poste central de contrôle et monteurs/monteuces et inspecteurs/inspectrices de montage d'aéronefs	105	40,0	27,20
30 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées des soins de santé	80	-33,3	67,35
83 Personnel en ressources naturelles et en production connexe	70	-6,7	42,65
50 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées des arts, de la culture, des sports et des loisirs	55	-31,3	43,00
80 Cadres intermédiaires de la production et de l'agriculture	25	N.D.	63,30
53 Personnel des arts, de la culture et des sports	N.D.	N.D.	23,25
55 Personnel de soutien des arts et de la culture	N.D.	N.D.	N.D.
84 Travailleurs/travailleuses en ressources naturelles, en agriculture et en production connexe	N.D.	N.D.	26,05

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B3 – Nombre de postes vacants, variation du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par secteur d'activité économique, quatrième trimestre de 2024 (données non désaisonnalisées)

Secteurs d'activité économique	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Services d'enseignement	4 665	95	2,1	30,45
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	685	0	0,0	41,95
Services publics	755	0	0,0	35,80
Gestion de sociétés et d'entreprises	780	-45	-5,5	37,00
Soins de santé et assistance sociale	37 095	-3 390	-8,4	27,30
Administrations publiques	2 115	-220	-9,4	31,90
Services professionnels, scientifiques et techniques	8 910	-1 170	-11,6	39,00
Commerce de gros	4 760	-700	-12,8	30,05
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 145	-180	-13,6	38,65
Fabrication	11 395	-2 595	-18,5	29,30
Construction	6 300	-1 460	-18,8	34,25
Ensemble des industries	121 275	-31 160	-20,4	27,90
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 085	-370	-25,4	22,30
Arts, spectacles et loisirs	1 875	-645	-25,6	22,55
Transport et entreposage	5 625	-2 185	-28,0	26,70
Services d'hébergement et de restauration	9 845	-4 700	-32,3	16,95
Commerce de détail	10 820	-5 295	-32,9	20,60
Autres services (sauf les administrations publiques)	4 545	-2 290	-33,5	26,65
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 105	-600	-35,2	28,25
Finance et assurances	3 670	-2 110	-36,5	32,65
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4 095	-3 305	-44,7	27,20

Source : STATISTIQUE CANADA, Enquête sur les postes vacants et les salaires.



Tableau B4 – Évolution du taux de postes vacants par secteur d’activité économique au quatrième trimestre, 2021 à 2024 (données non désaisonnalisées)

Secteurs d’activité économique	T4 2021	T4 2022	T4 2023	T4 2024
Soins de santé et assistance sociale	6,2	7,0	7,1	6,3
Services d’hébergement et de restauration	12,5	8,4	5,0	3,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	7,9	6,4	4,8	3,3
Transport et entreposage	5,2	4,3	4,2	3,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,6	5,1	3,5	3,1
Ensemble des industries	6,0	5,1	3,8	3,0
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	4,4	3,9	3,2	3,0
Gestion de sociétés et d’entreprises	4,8	3,7	3,0	2,9
Arts, spectacles et loisirs	6,8	5,1	3,6	2,7
Fabrication	6,7	5,6	3,0	2,5
Commerce de gros	5,3	4,6	2,9	2,5
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d’assainissement	8,2	5,5	4,2	2,5
Services publics	N.D.	1,3	2,3	2,4
Construction	5,7	4,9	2,9	2,3
Commerce de détail	6,1	5,3	3,4	2,3
Finance et assurances	4,8	4,8	3,2	2,1
Services immobiliers et services de location et de location à bail	4,8	4,3	3,0	1,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,3	3,1	2,2	1,7
Administrations publiques	1,9	2,0	1,9	1,7
Industrie de l’information et industrie culturelle	4,5	3,4	1,7	1,5
Services d’enseignement	1,2	1,3	1,3	1,2

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B5 – Nombre de postes vacants, variation annuelle du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par région du Québec, quatrième trimestre de 2024 (données non désaisonnalisées)

Régions	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3 235	235	7,8	27,90
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	820	-65	-7,3	26,95
Mauricie	3 675	-525	-12,5	25,50
Laurentides	9 545	-1 725	-15,3	25,25
Estrie	8 425	-1 600	-16,0	27,65
Saguenay—Lac-Saint-Jean	3 135	-620	-16,5	25,40
Bas-Saint-Laurent	1 930	-425	-18,0	25,35
Lanaudière	6 420	-1 450	-18,4	26,55
Montréal	18 450	-4 270	-18,8	27,45
Abitibi-Témiscamingue	3 320	-815	-19,7	28,80
Ensemble du Québec	121 275	-31 160	-20,4	27,90
Montréal	34 945	-9 550	-21,5	30,15
Centre-du-Québec	3 240	-960	-22,9	26,10
Laval	4 790	-1 510	-24,0	28,20
Capitale-Nationale	11 260	-4 265	-27,5	27,65
Chaudière-Appalaches	4 695	-1 945	-29,3	25,90
Outaouais	3 400	-1 655	-32,7	27,60

Source : STATISTIQUE CANADA, Enquête sur les postes vacants et les salaires.

Tableau B6 – Nombre de postes vacants, variation annuelle du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par niveau de scolarité exigé, quatrième trimestre 2024 (données non désaisonnalisées)

Régions	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Aucune scolarité minimale recherchée	27 790	-13 335	-32,4	20,05
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	19 675	-8 140	-29,3	22,95
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	22 115	-2 960	-11,8	28,20
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	27 235	-2 020	-6,9	29,05
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	2 710	-1 800	-39,9	32,35
Baccalauréat	17 730	-3 020	-14,6	40,10
Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat	4 020	120	3,1	40,05
Tous les niveaux de scolarité minimal recherché	121 275	-31 160	-20,4	27,90

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

